



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 20 novembre 2024

Nos réf. : SHM/AV/MT n° 24-423

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur

Z.I. Les Franchises
52200 LANGRES

Code AIOT : 0005702394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 octobre 2024 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur implanté Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES. L'inspection a été annoncée le 24 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, l'exploitant a réalisé ses trois campagnes de mesures PFAS dans son rejet eaux de process et eaux pluviales. Ces campagnes ont eu lieu les 30 octobre, 18 novembre et 8 décembre 2023.

Les résultats montrent pour les trois campagnes la présence d'AOF et de 5 substances PFAS pour le rejet aqueux, avec un flux néanmoins inférieur à 10 g/j pour les AOF et inférieur à 1 g/j pour la somme des PFAS.

Le rejet d'eaux pluviale montre la présence de 2 PFAS en octobre (flux inférieur à 1 g/j) et la présence d'AOF et d'un PFAS en novembre (flux inférieur aux valeurs précédemment indiquées).

Suite à ces résultats, il a été pris un arrêté préfectoral complémentaire le 23 avril 2024 qui demande de mettre en œuvre un plan d'actions visant à investiguer et identifier la source et l'origine de la présence de ces substances dans le rejet aqueux, sous un délai de 2 mois.

Une nouvelle visite a eu lieu le 8 octobre 2024 permettant à l'exploitant de présenter les résultats de ses investigations.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur
- Z.I. Les Franchises 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005702394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur est spécialisé dans la production de pare-chocs automobiles. Au sein du site de LANGRES, qui occupe une surface d'environ 11 000 m², environ 4 000 pare-chocs sont produits par jour, pour approvisionner les sites du groupe PSA à SOCHAUX et MULHOUSE.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 PFAS
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection
1	Plan d'action PFAS	AP Complémentaire du 23/04/2024, article 1	Demande d'action complémentaire

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les investigations menées par l'exploitant n'ont pas permis d'identifier de façon certaine l'origine de la source des AOF et PFAS présents dans le rejet eaux process. Toutefois, l'exploitant doit vérifier si les peintures identifiées avec des substances PFAS ont été utilisées les jours où les campagnes initiales ont eu lieu et de vérifier s'il existe une corrélation entre les substances présentes dans le rejet lors des campagnes initiales et la substance présente dans les peintures ciblées.

D'autre part, les investigations sur la composition des produits utilisés n'ayant porté que sur les substances PFAS, il est attendu que ces mêmes investigations soient réalisées pour les AOF. Les résultats obtenus sont transmis à l'inspection des installations classées.

Aussi, au regard de ces éléments, l'exploitant poursuit et maintient le suivi de son rejet « eaux de process », à une fréquence semestrielle, afin de suivre l'évolution de la présence de PFAS et AOF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'action PFAS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/04/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en oeuvre Plan d'actions PFAS
Prescription contrôlée : La société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR, dont le siège social est situé 19 Boulevard Carteret à LYON (69007) transmet à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté un plan d'action pour son site de LANGRES visant à : <ul style="list-style-type: none">• déterminer précisément les sous-activités et produits utilisés dans son process qui pourraient être à l'origine des émissions de PFAS, y compris - dans la mesure du possible - par le passé• réaliser un bilan des incidents majeurs répertoriés ayant eu lieu sur le site au cours des 10 dernières années et ayant impliqués l'usage de mousse anti-incendie;• réaliser, dans les meilleurs délais, une campagne d'analyse des eaux au plus près des sources potentielles d'émission de PFAS ;• mettre en place une surveillance temporaire des émissions de PFAS, basée sur les modalités de la campagne déjà mise en œuvre dans l'attente, le cas échéant, de la résorption éventuelle de ces émissions. Les différentes mesures de ce plan d'actions sont engagées dans un délai de deux mois à compter de la date de transmission du même plan d'action.
Constats : Rappel des points de mesures sur lesquels ont été réalisées les campagnes : => Eaux de process sortie décanteur avant rejet dans le réseau communal à destination de la station d'épuration de LANGRES. Ce point collecte : <ul style="list-style-type: none">• les eaux de refroidissement des moules en fin de production• les eaux de lavage des mats supports des pièces à peindre (lavage 1fois/semaine à haute pression)• les eaux de condensat du compresseur• les eaux de machine à laver de la société ATALIAN (société de nettoyage extérieure) => le bassin des eaux pluviales collectent les eaux de voirie, des toitures, de ruissellement 1/ L'exploitant a procédé à l'analyse des fiches de données de sécurité (FDS) de l'ensemble des produits utilisés sur le site de production. Cette analyse n'a pas mis en évidence la présence de substances PFAS dans ces produits. L'exploitant a par conséquent sollicité ses trois principaux fournisseurs. Deux ont répondu par une attestation que les produits commercialisés chez PLASTIC OMNIUM ne contenaient pas de PFAS. Le troisième fournisseur PPG (fournisseur de peinture) indique que trois peintures commercialisées à PLASTIC OMNIUM contiennent des substances PFAS (le Fluorocarbon polymer) à hauteur de 0,9 à 1 % . L'exploitant indique qu'une des trois peintures n'est plus utilisée depuis 1 an environ et qu'une seule restera en utilisation très prochainement. L'exploitant précise que la société extérieure ATALIAN utilise ses propres produits, par conséquent l'exploitant lui a demandé de réaliser la même analyse de ses produits afin de vérifier l'absence de substance PFAS et d'AOF. Le retour de cette société précise que les produits utilisés ne contiennent pas de substance PFAS. L'exploitant indique également que le processus d'acceptation de nouveau produit est bien sécurisé et passe par une validation par le responsable HSE et la centrale d'achat. L'inspection note que l'exploitant a ciblé ses recherches sur les substances PFAS sans prendre en compte systématiquement les AOF. 2/ Concernant les incidents survenus au cours des dix dernières années, l'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'incendie sur cette période, mais qu'un incendie a eu lieu en 2009. De ce fait, il a sollicité le SDIS afin de savoir comment l'intervention s'est réalisée et s'ils avaient connaissance des produits utilisés pour éteindre l'incendie. Le SDIS a indiqué à l'exploitant que cet événement fait partie des archives qui n'existent plus aujourd'hui.

3/ L'exploitant a procédé à une analyse de l'ensemble de son process afin d'identifier et d'isoler des étapes du process pouvant faire l'objet d'une mesure PFAS et AOF.
Les points suivants ont donc fait l'objet d'une mesure PFAS et AOF:

Analyse du 25 Avril 2024 :

- les eaux de lavage des sols (envoyées en traitement externe depuis environ 1 an)
- Eau potable du process
- Eaux mélange eaux/huile (collecté sous les presses et partent en traitement extérieur)
- Eaux de refroidissement des moules

Analyse du 30 mai 2024 :

- Eaux des machines à laver ATALIAN
- Eaux de bac de presse
- Eaux de compresseurs

Analyse du 25 avril et du 30 mai 2024 :

- Eaux issues de l'atelier peinture (système en circuit fermé : les eaux captent et piègent les particules volatiles de la peinture vaporisée sur la pièce dans la cabine de peinture, passent par un décanteur et sont renvoyées dans la cabine de peinture. Les boues issues de la décantation sont envoyées en traitement spécialisé).
- Une nouvelle mesure sur le point de rejet eaux process
- Une nouvelle mesure sur le point eaux pluviales

Les résultats montrent une présence en bruit de fond d'AOF sur l'ensemble des points mesurés, sauf en ce qui concernent les eaux de compresseurs, eaux potable et les nouvelles mesures sur les eaux pluviales.

Concernant les PFAS, l'exploitant mentionne détecter des PFOS, Acide perfluorononane sulfonique (PFNS), Acide sulfonique de perfluorobutane (PFBS) sur certains points de mesure :

	Rejet eaux de process	Rejet eaux pluviales	Eaux mélange eau/huile	Eaux refroidissement moules	Eaux fosse peinture	Eaux lavage sol	Eaux machine laver ATALIAN	Eaux bac presse
AOF	présence 25/04/24 et 30/05/24		présence 25/04/24	présence 25/04/24	présence 25/04/24 et 30/05/24	présence 25/04/24	présence 30/05/24	présence 30/05/24
PFOS	présence 25/04/24	présence 25/04/24				présence 25/04/24		
(PFNS)							présence 30/05/24	
(PFBS)					présence 25/04/24 et 30/05/24			

Eaux collectées dans rejet eaux de process :

Il est précisé que les substances présentes au point de rejet eaux de process lors des campagnes initiales étaient les suivantes :

- Acide Perfluorobutanoïque (PFBA)
- Acide Perfluoropentanoïque (PFPeA)
- Acide perfluorohexanoïque (PFHxA)
- Acide perfluoroheptanoïque (PFHpA)

Il est constaté qu'aucune de ces substances n'est retrouvée dans les nouvelles analyses réalisées.

L'exploitant précise que les campagnes initiales et les analyses réalisées dans ce plan d'investigation ont été réalisées par le même laboratoire.

Il note également que le process de fabrication est resté le même depuis les campagnes initiales et qu'il n'y avait pas d'action de maintenance spécifique les jours des campagnes.

Il est noté que toutes les mesures ont été réalisées par prélèvement ponctuel car le débit rejeté est trop faible pour réaliser un prélèvement sur 24h.

L'exploitant précise également avoir échangé avec les sites du groupe ayant une activité similaire et qui sont également soumis à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Ces derniers ne présentent pas de

substance PFAS dans leur rejet hormis un site où les résultats présentés demandent des investigations complémentaires pour confirmer la présence de PFAS mesurés en faible quantité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des résultats obtenus et en l'absence d'explications réelles sur la présence aléatoire de PFAS/AOF, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier si les peintures identifiées avec des substances PFAS ont été utilisées les jours où les campagnes initiales ont eu lieu, et s'il existe une corrélation entre les substances présentes dans le rejet lors des campagnes initiales et la substance présente dans les peintures ciblées.

L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant de poursuivre ses investigations sur le paramètre AOF qui est présent sur quasi l'ensemble des points de mesures et qui n'a pas été réellement examiné.

Il est également attendu la poursuite et le maintien du suivi de la présence de PFAS et AOF dans le rejet eaux de process, à une fréquence semestrielle.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande d'action complémentaire